



**KPMG Sénégal S.A.**  
**Avec Conseil d'Administration**  
Immeuble Horizons S.A.  
83, Boulevard de la République  
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27  
Télécopie : + 221 33 822 17 02  
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE  
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION  
DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA  
GESTION 2014**

**GROUPE III  
MAIRIE DE KOUNGHEUL**

**RAPPORT DEFINITIF**

**ARMP - AUTORITE DE REGULATION  
DES MARCHES PUBLICS**  
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal  
*Ce document contient 23 pages (incluant celle-ci)*  
*Réf. NDS/DSDS/ABA/2015-05/680*



## SOMMAIRE

<b>SYNTHESE</b>	<b>5</b>
<b>1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION</b>	<b>5</b>
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
<b>2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS</b>	<b>8</b>
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
<b>3. SYNTHESE DE LA REVUE</b>	<b>14</b>
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des Marchés	14
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	14
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	14
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	14
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	14
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.1.7 Autres	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	15
3.2.1 Echantillon	15
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	16
3.2.3 Marchés conclus par AOO	16
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP	16
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP	17
3.2.4 Marchés conclus par AOR	17
3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles	17
3.2.6 Marchés conclus par DRP	17
3.2.7 Marchés passés par Entente Directe	17

<b>3.2.8</b>	<b><i>Avenants</i></b>	<b>17</b>
<b>3.2.9</b>	<b><i>Evaluation des fractionnements potentiels</i></b>	<b>17</b>
<b>3.2.10</b>	<b><i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i></b>	<b>18</b>
<b>3.3</b>	<b><i>Constats relatifs à l'exécution financière</i></b>	<b>18</b>
<b>3.4</b>	<b><i>Constats relatifs à l'Inspection physique</i></b>	<b>18</b>
<b>4.</b>	<b><i>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</i></b>	<b>19</b>
<b>5.</b>	<b><i>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</i></b>	<b>21</b>
<b>6.</b>	<b><i>STATISTIQUES DES ANOMALIES</i></b>	<b>22</b>
<b>7.</b>	<b><i>ANNEXE</i></b>	<b>23</b>
<b>7.1</b>	<b><i>Réponses de l'Autorité Contractante</i></b>	<b>23</b>
<b>7.2</b>	<b><i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i></b>	<b>23</b>

## ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
<b>AC</b>	Autorité Contractante
<b>AGPM</b>	Avis Général de Passation des Marchés
<b>ANO</b>	Avis de non objection
<b>AOO</b>	Appels d'Offre Ouvert
<b>AOR</b>	Appel d'Offre Restreint
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>BL</b>	Bordereau de Livraison
<b>CFAA</b>	Country Financial Accountability Assessment
<b>CM</b>	Commission des Marchés
<b>CMP</b>	Code des Marchés Publics
<b>CNCA</b>	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
<b>COA</b>	Code d'Obligation de l'Administration
<b>CPAR</b>	Country Procurement Accountability Review
<b>CPM</b>	Cellule de Passation des Marchés
<b>DAC</b>	Dossier d'Appel à la Concurrence
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offres
<b>DCMP</b>	Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DN</b>	Document non obtenu
<b>DRP</b>	Demande de Renseignements et de Prix
<b>ED</b>	Entente Directe
<b>MO</b>	Maître d'Ouvrage
<b>MOD</b>	Maître d'Ouvrage Délégué
<b>N/A</b>	Non applicable
<b>PI</b>	Prestation Intellectuelle
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>PRM</b>	Personne Responsable des Marchés
<b>PV</b>	Procès verbal
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SN</b>	Société Nationale
<b>SPM</b>	Spécialiste en Passation des Marchés
<b>TTC</b>	Toutes Taxes Comprises
<b>TVA</b>	Taxe sur la valeur ajoutée
<b>UEMOA</b>	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

# SYNTHESE

## 1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION







### 1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

### 1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées dans les TDR, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

### 1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale

- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de faciliter l'introduction du consultant auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

### 1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères, sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué dans les TDR), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ En fin de mission nous devons, assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

## 2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

### 2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

#### 2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services.

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;



✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

### **2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel**

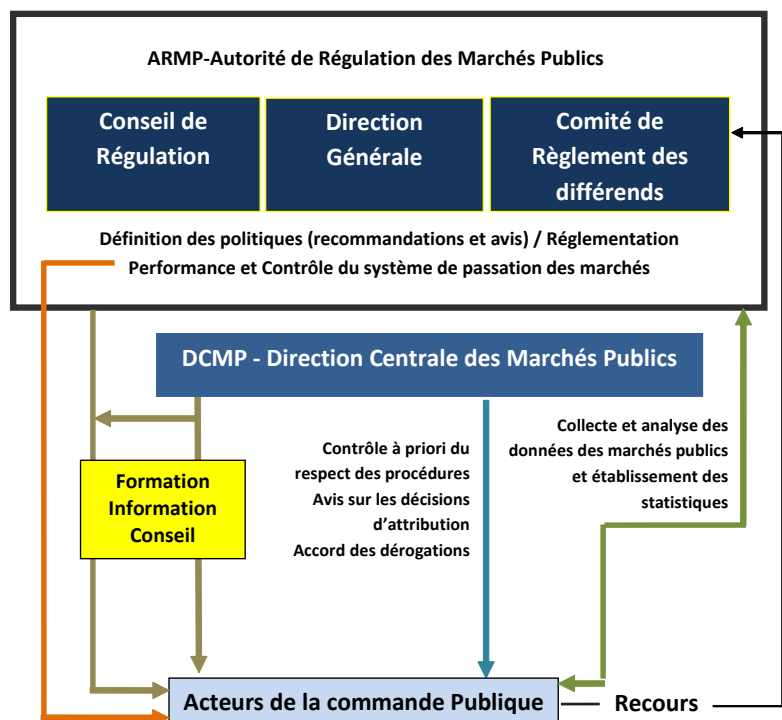
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



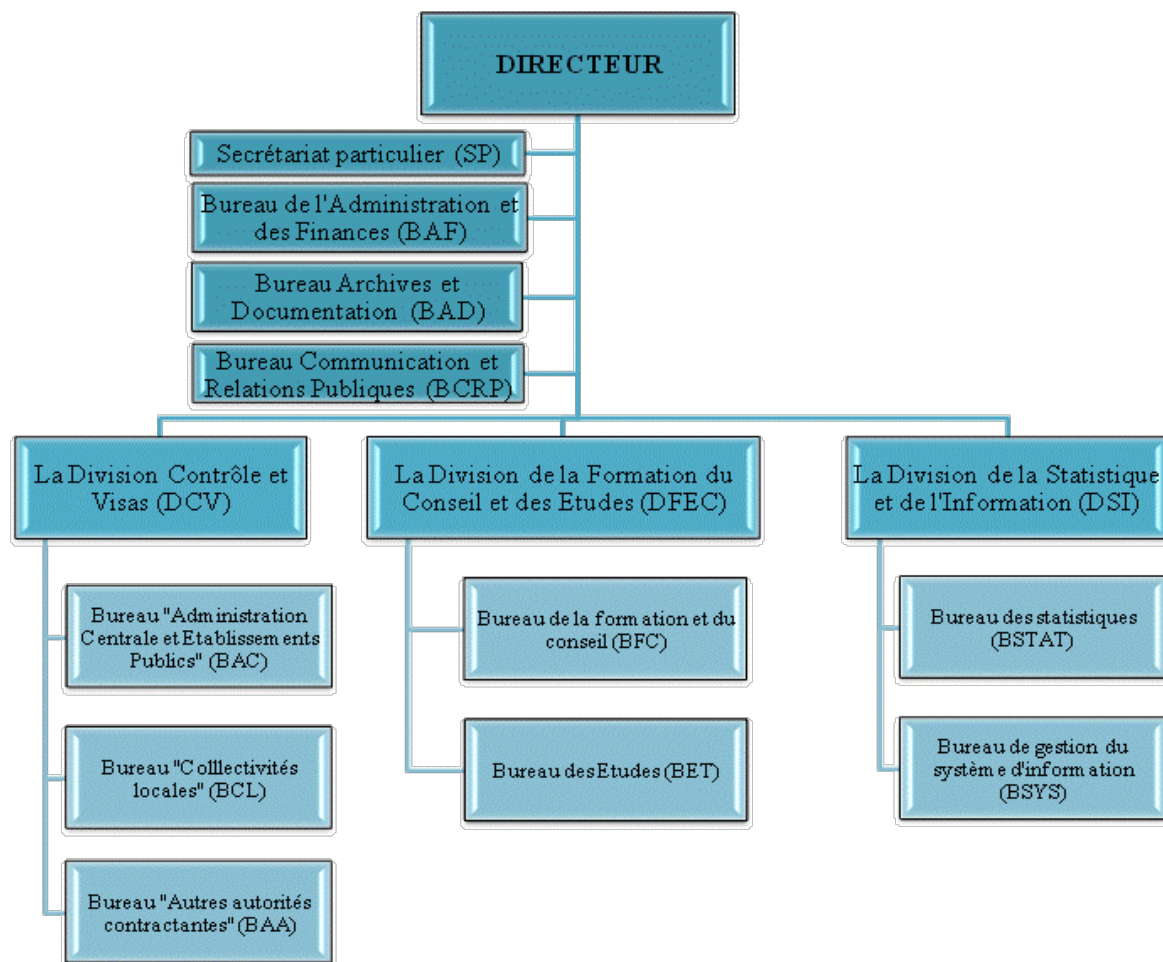
#### la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

## 2.1.2 Principes

### 2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

### 2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN <sup>1</sup> / SA <sup>2</sup> à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

<sup>1</sup> Sociétés Nationales

<sup>2</sup> Sociétés Anonymes

### 2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit cinq (05) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

### **3. SYNTHESE DE LA REVUE**

#### **3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés**

##### **3.1.1 Présentation de l'autorité contractante**

Koungheul a été érigée en commune en 1990, puis en département en 2006.

La ville se trouvait jusque là dans le département de Kaffrine, une subdivision de la région de Kaolack.

Depuis peu, elle a obtenu d'être élevée au rang de chef-lieu de son propre département. Elle vient d'être érigée en département par le Président.

##### **3.1.2 Commission des marchés**

Nous avons reçu l'arrêté portant création de la Commission des Marchés de la Mairie de Koungheul signé par le Maire en date du 03 janvier 2014. Nous n'avons toutefois pas reçu le courrier de transmission de l'arrêté à la DCMP et à l'ARMP comme prévu à l'article 06 de l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics, qui fixe la transmission des actes de nomination des membres de la commission au plus tard le 05 janvier de chaque année.

Les attestations de prises de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics n'ont pas été signées par les membres de la Commission des Marchés.

##### **3.1.3 Cellule de Passation des Marchés**

Nous avons reçu l'arrêté portant création de la Cellule de Passation des Marchés de la Mairie de Koungheul. Cependant, il n'a pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

Les attestations de prises de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics n'ont pas été signées par les membres de la Cellule.

##### **3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

Les rapports trimestriels et le rapport annuel n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des marchés contrairement à ce que stipule l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

##### **3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés**

###### **3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés**

Nous avons reçu le plan de passation des marchés et n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

###### **3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés**

Non applicable.

### 3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés de la Mairie de Koungheul fait défaut.

### 3.1.7 Autres

La Mairie de Koungheul ne dispose pas de fichier de fournisseurs agréés. Ce fichier constitue une pratique.

Nous n'avons reçu ni le compte de gestion ni l'état d'exécution budgétaire.

## 3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

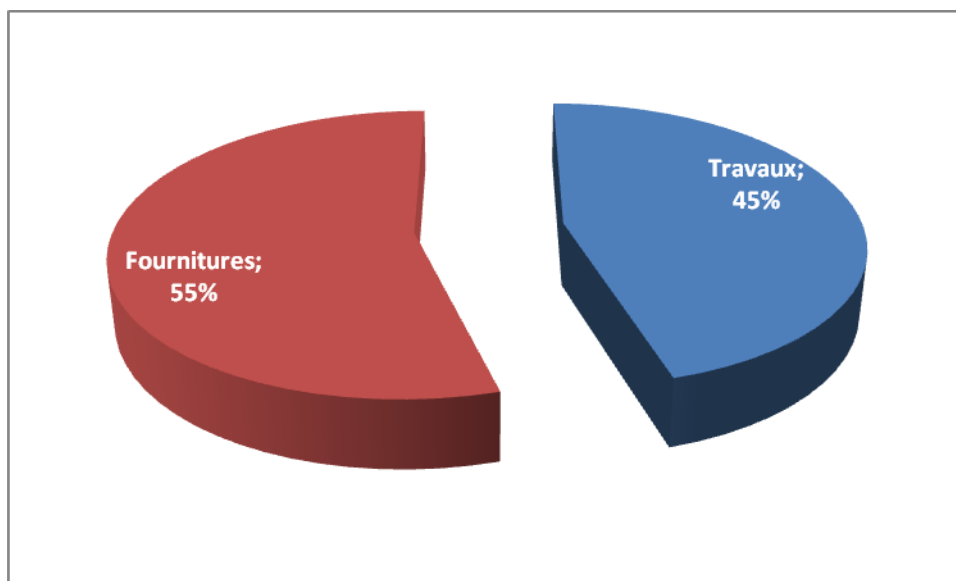
### 3.2.1 Echantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2014 par la Mairie de Koungheul.

La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
<b>Appel d'offres ouvert (AOO)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Appel d'offres restreint (AOR)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	02	33 211 000	02	33 211 000	100%	100%
<b>Avenant</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Entente directe (ED)</b>	1	13 000 000	1	13 000 000	100%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>03</b>	<b>46 211 000</b>	<b>03</b>	<b>46 211 000</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 55% de marchés de fournitures pour un montant de 25 186 000 FCFA TTC
- 45% de marchés de travaux pour un montant de 21 025 000 FCFA TTC

### 3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA	
Fournitures	15 000 000
Travaux	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000
Services	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

### 3.2.3 Marchés conclus par AOO

#### 3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous n'avons pas relevé de marchés passés selon le mode « Appel d'Offres Ouvert ».



### **3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP**

Nous n'avons pas relevé de marchés passés selon le mode « Appel d'Offres Ouvert ».

### **3.2.4 Marchés conclus par AOR**

Nous n'avons pas relevé de marchés passés selon le mode « Appel d'Offres Restreint ».

### **3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles**

Nous n'avons pas relevé de marchés de prestations intellectuelles passés par la Mairie de Kounghoul.

### **3.2.6 Marchés conclus par DRP**

Nous avons relevé sur les DRP revues que :

- La Mairie ne saisit pas les candidats par écrit, en violation de l'article 78 du CMP. La consultation des candidats doit se faire par lettre d'invitation mentionnant l'objet du marché selon le modèle de dossier validé (lettre d'invitation, formulaire de soumission, devis estimatif, projet de contrat....) ;
- La Mairie de Kounghoul n'informe pas les candidats non retenus du rejet de leur offre, en violation de l'article 78 du CMP ;
- Les DRP attribuées n'ont pas été transmises à la DCMP aux fins de statistique contrairement à ce que prévoit l'article 78 du Code des Marchés Publics ;
- Il n'est pas prévu de pénalités de retard dans le contrat de la DRP « Acquisition de fournitures scolaires » pour un montant de 12 186 000 FCFA attribué à P.S.M.SY, Mbaye DIALLO, commerçant à Tamba.

### **3.2.7 Marchés passés par Entente Directe**

L'avis de la DCMP n'a pas été sollicité et obtenu sur le marché de Fourniture de produits pharmaceutiques attribué à la Pharmacie Régionale D'Approvisionnement pour un montant de 13 00 000 FCFA TTC en violation de l'article 76 du CMP. Selon l'article 76, il ne peut être passé de marchés par entente directe qu'après autorisation de la Direction chargée du contrôle des marchés publics.

### **3.2.8 Avenants**

Non applicable.

### **3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels**

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnement potentiel.

### **3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP**

Nous n'avons pas rencontré de marché passé en 2014 par la Mairie de Kounghoul et ayant fait l'objet d'un recours.

## **3.3 Constats relatifs à l'exécution financière**

Nous n'avons obtenu ni le compte de gestion ni l'état d'exécution budgétaire.

## **3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique**

Les marchés de la Mairie de Kounghoul n'ont pas fait l'objet d'un audit physique.

## 4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la Mairie de Kounghoul
<b>Dispositif Organisationnel</b>			
1	Les arrêtés portant création de Commission des marchés et de la Cellule de passation des Marchés n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.	Nous recommandons à la Mairie de Kounghoul de transmettre les actes de nomination des membres de la CM et de la CPM à la DCMP et à l'ARMP avant le 05 janvier conformément à l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.	<i>Pourtant chaque année la Mairie prend l'arrêté portant création des commissions des marchés et de la cellule de passation, cependant c'est dans la transmission qu'il y a des anomalies donc nous avons pris bonne note et nous allons nous conformer a la réglementation</i>
2	Les membres de la CM et de la CPM n'ont pas signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en violation des arrêtés 012786 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés et 012783 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de Passation des marchés.	Nous recommandons à la Mairie de Kounghoul de faire signer à toutes les personnes impliquées dans la procédure de passation des marchés la charte de transparence et d'éthique conformément aux arrêtés 012786 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés et 012783 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de Passation des marchés.	<i>Des efforts seront faits a ce niveau pour faire signer la chartre de transparence et d'éthique aux membres de la commission et de la cellule de passation</i>
3	Les personnes impliquées dans les procédures de passation des marchés publics n'ont suivi aucune formation dans le domaine	Nous recommandons à la Mairie de former les personnes impliquées dans les procédures de passation des marchés pour une bonne maîtrise des procédures.	<i>La difficulté majeure réside dans l'absence de formation pratique des acteurs et nous allons voir avec nos partenaires comment arriver à renforcer les capacités des acteurs en passation de marches publics.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la Mairie de Koungheul
4	Les rapports trimestriels et le rapport annuel n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des Marchés.	Nous recommandons à la Cellule de la Mairie de produire les rapports trimestriels et le rapport annuel comme stipulé à l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics.	<i>Nous reconnaissons que la cellule ne fonctionne donc la solution est de la rendre dynamique pour qu'elle puisse produire les différents rapports tels que stipulé à l'arrêté indiqué.</i>
5	La Mairie de Koungheul ne dispose pas de fichier de fournisseurs agréés.	Nous recommandons à la Mairie de mettre en place un fichier de fournisseurs agréés comme recommandé dans la circulaire 0004 de 2009 pour la mise en œuvre des DRP.	<i>Nous allons ouvrir un fichier de fournisseurs agréés et nous aurions souhaité avoir le modèle à utiliser conformément à la réglementation pour nous mettre à jour</i>
6	L'archivage des dossiers de marchés fait défaut : nous n'avons reçu ni le compte de gestion ni l'état d'exécution budgétaire	Nous recommandons à la Mairie de Koungheul d'archiver l'ensemble des dossiers de marchés et de les mettre à la disposition des auditeurs.	<i>Des efforts sont en train d'être fait et nous allons les poursuivre faisant recours à un archiviste pour qu'il puisse nous accompagner dans ce sens.</i>
<b>DRP</b>			
1	La Mairie ne saisit pas les candidats par écrit, en violation de l'article 78 du CMP. La consultation des candidats doit se faire par lettre d'invitation mentionnant l'objet du marché selon le modèle de dossier validé (lettre d'invitation, formulaire de soumission, devis estimatif, projet de contrat....)	Nous recommandons à la Mairie de saisir les candidats conformément à l'article 78 du CMP.	<i>Désormais les candidats seront saisis par écrit avec des décharges comme pièces justificatives.</i>
2	Les DRP attribuées n'ont pas été transmises à la DCMP aux fins de statistique contrairement à ce que prévoit l'article 78 du Code des Marchés Publics	Nous recommandons à la Mairie de transmettre à la DCMP toutes les DRP lancées comme stipulé par l'article 78 du CMP.	<i>Cette recommandation sera mise en œuvre pour les prochains marchés de DRP.</i>
3	La Mairie de Koungheul n'informe pas les candidats non retenus du rejet de leur offre, en violation de l'article 78 du CMP ;	Nous recommandons à la Mairie d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres par écrit.	<i>Les candidats non retenus seront informés maintenant sur les raisons du rejet.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la Mairie de Kounghoul
4	Il n'est pas prévu de pénalités de retard dans le contrat de la DRP « Acquisition de fournitures scolaires » pour un montant de 12 186 000 FCFA attribué à P.S.M.SY, Mbaye DIALLO, commerçant à Tamba.	Nous recommandons à la Mairie de prévoir dans les contrats des pénalités de retard pour une bonne exécution des marchés.	<i>Souvent nous le faisons et nous allons être beaucoup plus regardant dans les prochains contrats.</i>
<b>Entente Directe</b>			
1	L'avis de la DCMP n'a pas été sollicité et obtenu sur le marché de Fourniture de produits pharmaceutiques attribué à la Pharmacie Régionale D'Approvisionnement pour un montant de 13 00 000 FCFA TTC en violation de l'article 76 du CMP. Selon l'article 76, il ne peut être passé de marchés par entente directe qu'après autorisation de la Direction chargée du contrôle des marchés publics.	Nous recommandons à la Mairie d'obtenir l'avis de la DCMP avant de passer un marché par Entente Directe conformément à l'article 76 du CMP.	<i>Pour ce cas ci chaque année nous écrivons à la DCMP une lettre pour une demande d'autorisation à faire passer ce marché mais nous avons pris bonne note</i>

## 5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

La Mairie de Kounghoul n'avait pas fait l'objet de revue diligente par l'ARMP.

## 6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Marchés / Anomalies	Appels d'offres ouverts	Demandes de renseignements et de prix	Entente Directe	Total	Statistiques des anomalies
Absence de lettres d'invitation pour les DRP passées	-	2	-	2	100%
Les DRP attribuées n'ont pas été transmises à la DCMP afin d'établir les statistiques nécessaires	-	2	-	2	100%
Absence de notifications de rejet des candidats non retenus	-	2	-	2	100%
Absence de pénalités de retard dans le contrat	-	1	-	1	50%
Absence de l'avis de la DCMP sur le marché passé par Entente Directe	-	-	1	1	100%

## **7. ANNEXE**

### **7.1 Réponses de l'Autorité Contractante**

Cf tableau « Synthèse des non conformités et recommandations ».

### **7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant les commentaires de l'Autorité Contractante.